

## 2023, la situation politique en Israël : qu'en est-il ? Un regard panoramique posé sur une société en crise

Pierrette Beaudoin

Le présent texte brosse à larges traits un tableau de la situation politique des derniers mois en Israël tout en tentant de l'inclure plus largement dans ce qu'on pourrait appeler l'*éthos* de la société israélienne.

### La société israélienne, de plus en plus à droite, de plus en plus clivée

Un sondage effectué en 2019 rapporte que 23,5 % des Israéliens âgés entre 18 et 24 ans voudraient quitter le pays pour s'établir aux États-Unis ou dans un autre pays occidental. Par comparaison, seules 2,8 % des personnes âgées de 65 ans et plus ont exprimé le même souhait<sup>1</sup>.

Dans le prolongement de cette observation, la journaliste Shany Littman<sup>2</sup> amenait récemment ses lecteurs à la rencontre de défenseurs de droits de justice et d'égalité politique et sociale ainsi que d'intellectuels de gauche politiquement engagés qui ont choisi, bien à contrecœur, de s'exiler. Un vent de surveillance et de censure soufflerait dans les universités. Les dirigeants d'ONG, qualifiées « d'extrême gauche » par le gouvernement, le Shin Bet (service de sécurité israélien) ou par des organismes de droite, auraient de plus en plus peur de militer ouvertement.

Parmi ces « exilés culturels », la professeure Hagar Kotef résume la situation de cette manière : « The combination of what happened in the university, the war, the violence in the streets, the fear to speak out, the racism and the hatred simply broke me »<sup>3</sup>. À l'évidence, un malaise profond secoue actuellement la société israélienne ; et son morcellement n'y est sans doute pas étranger. Une constatation s'impose. Israël n'est plus la nation homogène qu'elle a jadis été.

Assurément, selon le professeur Uri Ram de l'Université Ben Gourion du Néguev, elle est fracturée sur le plan national (Juifs israéliens vs Palestiniens arabes), ethnique (Ashkénazes vs Mizrahis), culturel (Juifs séculiers vs religieux), économique (riches vs pauvres)<sup>4</sup>. Au nombre de ces divisions, s'ajoutent l'âge et l'orientation politique.

---

<sup>1</sup> Judy Maltz, « Meet the Generation that holds the Key to Israel's Future », *Haaretz*, 3 janvier 2020.

<sup>2</sup> Shany Littman, « After losing hope for change, top left-wing activists and scholars leave Israel behind », *Haaretz*, 23 mai 2020.

<sup>3</sup> *Ibid.*, « Un ensemble de facteurs tels que ce qui se passe dans les universités, la guerre, la violence dans les rues, la peur de parler ouvertement, le racisme et la haine m'ont simplement brisée ».

<sup>4</sup> Uri Ram, « Sociopolitical Cleavages in Israel », *The Oxford Handbook of Israel Politics and Sociology*, publication en ligne, janvier 2019.

Dans le même ordre d'idées, l'Israel Democracy Institute a récemment rendu publique la 20<sup>e</sup> édition de l'*Israeli Democracy Index*. Ce document, fruit de l'analyse d'un vaste sondage mené en 2022 ainsi que d'analyses comparatives de sondages antérieurs, offre une information révélatrice sur l'éthos de la société israélienne contemporaine. Regardons-y de plus près.

### Les principaux constats de l'Israel Democracy Institute<sup>5</sup>

À la mi-janvier 2023, quelque deux mois et demi après les élections générales et à peine trois semaines après la formation d'un gouvernement de coalition de droite et d'extrême droite, Yohanan Plesner, président de l'Israel Democracy Institute, a présenté au président d'Israël, Isaac Herzog, les résultats du sondage de 2022 et de l'analyse longitudinale des sondages effectués entre 2003 et 2022.

Après avoir pris connaissance du rapport, le président Herzog s'est dit profondément préoccupé, notamment par les trois points suivants : « The erosion of solidarity in Israel, the weakening of the sense of belonging to the country, and the decline of optimism about our condition »<sup>6</sup>. Et le président d'ajouter, qu'à ces données, s'en joignent d'autres qui exposent les tensions à l'interne et le fait que la cohésion sociale est affaiblie et qu'elle doit être reconstruite<sup>7</sup>.

Pour sa part, la professeure Tamar Hermann<sup>8</sup> avance que depuis une vingtaine d'années, on a observé des changements de taille dans l'attitude de la population au regard des principes fondamentaux de la démocratie, l'aspect identitaire juif prenant le dessus sur le caractère citoyen de l'État.

Par exemple, la moitié des Juifs israéliens (49 %) pensent que les citoyens juifs devraient avoir plus de droits que les non-Juifs. Plus spécifiquement, 62 % des personnes interrogées s'affirmant à droite, 35 % au centre et 11 % à gauche, disent partager cette opinion. Est-il nécessaire de rappeler que, le 19 juillet 2018, la Knesset, le parlement israélien, a voté une nouvelle Loi fondamentale définissant Israël comme l'« État-nation du peuple juif » ?<sup>9</sup>

---

<sup>5</sup>The Israel Democracy Institute, *20<sup>th</sup> Edition of the Israel Democracy Index*, communiqué de presse, en ligne, 15 janvier 2023.

<sup>6</sup>*Ibid.*, « L'érosion de la solidarité en Israël, l'affaiblissement du sens de l'appartenance au pays, et le déclin de l'optimisme relativement à la situation actuelle ».

<sup>7</sup>*Ibid.*, « These are unpleasant figures, which come out of other sections of the report that reflects the internal tensions within us. In other words, our cohesion is being weakened, and we must do everything to rebuild it ».

<sup>8</sup>Tamar Hermann, *The Israel Democracy Index 2022, Selected findings. 20 years of Surveying Democracy in Israel (2003-2022)*, en ligne, janvier 2023.

<sup>9</sup>Thomas Vescovi, *L'échec d'une utopie. Une histoire des gauches en Israël*, Paris, Éditions La Découverte, 2021, p. 315.

En outre, la confiance à l'égard des institutions démocratiques se serait érodée au cours des ans. Ainsi, en 2022, c'est 8,5 % de la population qui faisait confiance aux partis politiques, 18,5 % au parlement israélien, et 42 % à la Cour suprême. Par rapport aux résultats moyens obtenus entre 2003 et 2022, on remarque des pertes respectives de 12,7, 17,6 et 17,5 points de pourcentage.

D'autres statistiques intéressantes ont été rendues publiques par l'Institut. Par exemple, en 2022, c'est Tsahal, l'armée de défense d'Israël, qui s'est mérité la plus grande confiance de la population avec un pourcentage de 88,1 %. Cette statistique met en lumière l'importance que les Israéliens accordent à la protection et à la sécurité dans leur vie au quotidien. Toujours en termes de confiance, le président d'Israël bénéficie également de l'estime de ses concitoyens avec un pourcentage d'approbation de 66,9 % en 2022. Dans les deux cas, pour Tsahal et le président de l'État, une faible perte de 3,1 et 4,9 points de pourcentage a été notée pendant les deux dernières décennies.

Enfin, le rapport de l'Israeli Democracy Institute met également en relief le fait que l'identité religieuse est fortement corrélée à l'identité politique. Si 62 % des Juifs israéliens se positionnent à la droite du spectre politique, ce sont par contre 82 % des Juifs nationaux-religieux (national religious) et 74,5 % des Juifs ultra-orthodoxes (Haredim) qui se réclament de cette orientation politique. Comparativement, 57 % des Juifs religieux traditionnels et 32 % des Juifs séculiers s'identifient à la droite.

En bref, les données présentées dans le rapport de l'Israeli Democracy Institute procurent un instantané des diverses attitudes et croyances des Israéliens, en particulier ce qu'ils pensent de l'état de la démocratie, de la confiance dont sont dignes les institutions de l'État, des tensions entre les divers groupes qui forment la mosaïque sociale du pays, de l'égalité entre les citoyens et des droits des minorités ainsi que de l'équilibre entre identité citoyenne et identité religieuse<sup>10</sup>.

Suivant l'information présentée plus haut, force est de constater que la société israélienne est de plus en plus divisée et aussi qu'elle a glissé fortement à droite de l'échiquier politique ; qu'elle remet en question certaines des valeurs de la démocratie libérale tandis que les valeurs religieuses y occupent une place grandissante. Les résultats de l'élection de novembre 2022 et la formation d'un gouvernement de coalition de droite et d'extrême droite, sous la férule de Benjamin Netanyahu, confirment ces changements et offre un cliché fidèle de ce qu'est devenu l'*ethos* de la société israélienne.

---

<sup>10</sup> Tamar Hermann, *op. cit.*

Les résultats de l'élection du 1<sup>er</sup> novembre 2022, et la formation d'un gouvernement de coalition le plus à droite de l'histoire d'Israël, le 29 décembre dernier.

Des 120 sièges de la Knesset, 37 sont présentement occupés par des candidats issus des partis religieux qui ont obtenu ensemble 30 % des votes<sup>11</sup>. Les partis associés à la droite ou à l'extrême droite, Likoud et Israel Beytenou, ont récolté de façon respective, 32 et 6 sièges ; ce qui représente 29,7 % des votes. Quant aux partis laïcs centristes, Yesh Atid et le Parti de l'unité nationale, ils ont emporté un total de 36 sièges, 24 pour le premier, 12 pour le second, gagnant à eux deux 27 % des votes. Par contre, les partis à gauche, au centre gauche ou à l'extrême gauche de la scène politique ont fait piètre figure. De fait, seuls quatre candidats du Parti travailliste ont été élus, obtenant un maigre 3,69 % des votes, tandis qu'aucun candidat ne siègera au parlement sous la bannière du parti socialiste Meretz ni de Balad, la formation qui défend les droits des Arabes israéliens. Toutefois, Hadash-Ta'al, d'allégeance communiste pour la défense de ces mêmes Arabes israéliens, a fait élire cinq représentants et remporté 4 % des votes de l'électorat.

Cette brève présentation des résultats électoraux de 2022, permet d'observer que la gauche a été quasi balayée du pouvoir tandis que les partis religieux, ayant quant à eux le vent en poupe, raflaient 30 % des votes. En ajoutant aux résultats de ces partis religieux ceux de la droite et de l'extrême droite, Likoud et Israel Beytenou, on note qu'ensemble, ces partis ont remporté 75 des 120 sièges de la Knesset, ce qui représente près de 60 % des votes des personnes qui se sont rendues aux urnes.

Par comparaison, les candidats des deux partis centristes laïcs, Yest Atid et le Parti de l'unité nationale, n'ont été appuyés que par un peu plus du quart des votants.

Finalement, le comportement des électeurs confirme que, globalement, la population israélienne loge en majorité à droite. Une tendance générale qui a été remarquée depuis au moins une vingtaine d'années déjà. Y avons-nous suffisamment prêté attention ? Probablement pas, puisqu'un bon nombre d'Israéliens comme d'observateurs étrangers ont été choqués par la composition du nouveau gouvernement en janvier dernier.

### La formation du gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël

Des 38 députés formant le gouvernement dirigé par Benyamin Netanyahou, 19 appartiennent au Likoud, 19 aux différents partis religieux juifs énumérés antérieurement. Aussi, plusieurs des ministères clés ont été confiés à des élus d'extrême droite religieuse ou nationalistes qui résident dans des colonies juives en Cisjordanie occupée. Par exemple, c'est à deux anti-Palestiniens notoirement racistes, Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir, que le premier ministre a confié deux ministères importants,

---

<sup>11</sup> Ce sont : Parti sioniste religieux (14 élus), Shas (11 élus), Judaïsme unifié de la Torah (7 élus), Ra'am (Liste arabe unie, 5 élus) et Foyer juif (aucun élu, mais 1 % des votes).

celui des Finances au premier et celui de la Sécurité publique au second. Pour sa part, l'anti-LGBTQ+ enragé, Avi Maoz, avait obtenu le portfolio de l'Identité nationale juive à titre de ministre délégué au cabinet du premier ministre. Or, ironie du sort, Maoz a depuis volontairement quitté ses fonctions au sein de l'exécutif, car il jugeait ce dernier insuffisamment à droite !

À ce jour, outre le premier ministre Benyamin Netanyahu et le ministre de la Justice, Yariv Levin, ce sont Bezalel Smotrich et Itamer Ben-Gvir qui défraient les manchettes au quotidien. Cependant, si l'on veut comprendre mieux les mœurs de ce gouvernement de coalition, nous devons braquer les projecteurs sur Yariv Levin, un fidèle du Likoud, vice - premier ministre et ministre de la Justice, responsable du projet de loi sur l'outrepassement judiciaire<sup>12</sup>, susceptible de priver la Cour suprême de ses pouvoirs.

### La Cour suprême privée de ses pouvoirs

L'agenda premier du gouvernement de Benyamin Netanyahu vise à instaurer un nouvel équilibre entre les institutions du système démocratique, l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Il cherche en effet à confier des pouvoirs accrus à l'exécutif et au législatif au détriment du judiciaire, notamment de la Cour suprême, estimée trop puissante et trop à gauche.

Pour arriver à ses fins, le gouvernement compte faire voter par le parlement une loi qui ferait en sorte que le plus haut tribunal du pays ne pourrait plus invalider une loi qui aurait été votée à la majorité simple de 61 législateurs. Le gouvernement souhaiterait également limiter le recours aux 14 lois fondamentales, qui tiennent présentement lieu de Constitution, parce que ces lois fondamentales permettent d'invalider des lois qui ont été votées à la Knesset. À titre d'exemple, ce pourrait être le cas de la *Loi fondamentale sur la dignité humaine et la liberté* adoptée en 1992, et qui a été utilisée depuis à plusieurs reprises par la Cour suprême pour établir l'inconstitutionnalité de certaines des lois votées par le parlement.

De plus, c'est le processus même de la nomination des juges du plus haut tribunal du pays que le gouvernement entend modifier afin d'élargir le droit de regard du politique sur le judiciaire. Dans l'ensemble, si le gouvernement arrivait à ses fins, c'est le système de freins et de contrepoids (*check and balance system*) qui serait alors compromis, affaiblissant en conséquence le régime de séparation des pouvoirs, si fondamental en démocratie libérale. C'est dans ce contexte invraisemblable, que la présidente de la Cour suprême, Esther Hayut, est sortie de sa réserve. Ne mâchant pas ses mots, la plus haute magistrate de l'État d'Israël a affirmé qu'une pareille réforme, si elle était menée à terme, priverait la Cour suprême de sa raison d'être.

---

<sup>12</sup> En français, les termes « dérogation judiciaire » et « détournement judiciaire » sont aussi utilisés; en anglais, on voit le plus souvent celui de « *Judicial Overhaul* ».

Déterminé, le ministre de la Justice, Yariv Levin, ne compte pas reculer, appuyé dans sa croisade par Simcha Rothman, un homme de foi, président du Comité de la constitution, de la loi et de la justice qui a déjà fait adopter en première lecture l'un des volets du projet de loi sur l'outrepassement judiciaire portant spécifiquement sur le processus de nomination des juges.

Toutefois, dans le contexte de ce coup d'État judiciaire, les Israéliens n'ont pas tardé à réagir avec force en protestant bruyamment par milliers dans les rues de Tel-Aviv, Jérusalem, Haïfa, etc. Dans un article du 21 février dernier, intitulé, « Majority of Israelis opposed to Netanyahu Government's Judicial Overhaul, Polls Show », Sam Sokel rapporte que 60 % des citoyens s'opposent au projet de loi sur l'outrepassement judiciaire. Paradoxe s'il en est un, 47 % des électeurs du Likoud, 42 % de ceux du parti religieux Shas ainsi que 38 % de ceux du parti du Judaïsme unifié de la Torah, se sont prononcés contre l'agenda législatif du gouvernement portant sur le démantèlement du système de justice<sup>13</sup>.

Ainsi donc, en politique, on ne sait pas toujours dans quelle direction soufflera le vent, surtout lorsque les citoyens prennent la mesure des conséquences des projets révolutionnaires qui leur sont imposés avec autoritarisme.

#### Au bord du schisme, Israël évite la paralysie<sup>14</sup>

Un coup de tonnerre d'une magnitude politique sans précédent a secoué l'entière d'Israël, le dimanche, 26 mars dernier : le premier ministre Benjamin Netanyahu venait de limoger le ministre de la Défense, Yoav Galant. Ce dernier, évoquant des raisons de sécurité nationale, avait demandé que le processus législatif de l'outrepassement judiciaire soit mis sur pause pour un temps. De l'avis d'Amos Arel du quotidien *Haaretz*, la destitution du ministre de la Défense constituait un assaut contre les organes de sécurité, dernière vache sacrée du pays<sup>15</sup>.

La nouvelle du renvoi du ministre Yoav Galant s'étant répandue comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux, en guise de protestation, dans les heures qui ont suivi, c'est par centaine de milliers que les Israéliens ont envahi la rue. Le lendemain, le lundi, 27 mars, à la demande de la Histadrout, la plus grande centrale syndicale d'Israël, la majorité des commerces, des institutions scolaires, des universités, même les travailleurs de l'Aéroport international David Ben Gourion, ont fait grève, paralysant *de facto* le pays.

Sans grande surprise, cette nouvelle a vite fait le tour du monde !

---

<sup>13</sup> Sam Sokol, « Majority of Israelis Opposed to Netanyahu Government's Judicial Overhaul, Poll Shows », *Haaretz*, 21 février 2023.

<sup>14</sup> Titre emprunté à l'article de Jean-Louis Bordeleau, dans *Le Devoir* du 28 mars 2023, p. 1

<sup>15</sup> Amos Harel, « Netanyahu's Assault on Israel's Security was a Sacred Cow too far », *Haaretz*, 31 mars 2023.

C'est, sans doute à son corps défendant, pour « éviter une guerre civile », a-t-il dit, que le premier ministre Benjamin Netanyahu a suspendu, jusqu'à la prochaine législature, le processus législatif devant mener à priver la Cour suprême de ses pouvoirs. À la suite de cette concession du premier ministre, la Histadrout a annoncé la fin de la grève générale. Elle avait atteint son but, protester sans équivoque contre le démantèlement du système de justice.

Depuis ce mélodrame, le gouvernement a été tellement fragilisé que si des élections avaient lieu dans l'immédiat, la coalition formée sous le leadership du Likoud et de Netanyahu ne pourrait probablement pas conserver la majorité à la Knesset. C'est du moins ce qu'ont confirmé les résultats de deux sondages menés par des médias israéliens, Channel 12 News et Kan, publiés le 27 mars 2023<sup>16</sup>.

Le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël ne compte cependant pas baisser les bras et faire marche arrière. À la prochaine session parlementaire, prévue de la fin avril à la fin juillet, en plus de l'outrepassement judiciaire, l'exécutif voudra mettre de l'avant d'autres projets de loi tout aussi radicaux, parmi lesquels ceux portant sur la peine de mort pour les terroristes ainsi que sur l'élargissement de la compétence des cours rabbiniques<sup>17</sup>.

Clairement, ce gouvernement de droite et d'extrême droite nationaliste est prêt à tout pour reconfigurer à son avantage, et au nom du peuple, le système étatique. C'est un secret de polichinelle qu'il a également dans sa ligne de mire, outre les médias, les ONG, le milieu des arts et de l'éducation, les droits des Palestiniens, des femmes, de la communauté LGBTQ+, etc.

L'État d'Israël serait-il en voie de devenir illibéral ? C'est en tout cas une affaire à suivre très certainement de près.

---

<sup>16</sup> Haaretz, *Israel's Opposition Overtakes Netanyahu Bloc to Reach Majority, Polls Show*, 28 mars 2023.

<sup>17</sup>Sam Sokol, « Not just Judicial Overhaul : Six Other Radical Laws on Israel Government's Wish List », *Haaretz*, 30 mars 2023.

